

## Conjoncture agricole

**Une évolution mitigée des marchés en élevage, haussière ou baissière selon les productions. Un contexte un peu plus porteur pour certaines productions végétales spécialisées. Un secteur agricole globalement toujours soumis aux aléas climatiques et économiques et désormais à l'incertitude causée par le Brexit.**

*En grandes cultures, les marchés sont globalement baissiers. Le marché du soja est toujours pris dans la tourmente du conflit commercial Chine/ Etats-Unis. Les coûts des intrants poursuivent leur hausse notamment l'énergie, les engrais et l'alimentation animale.*

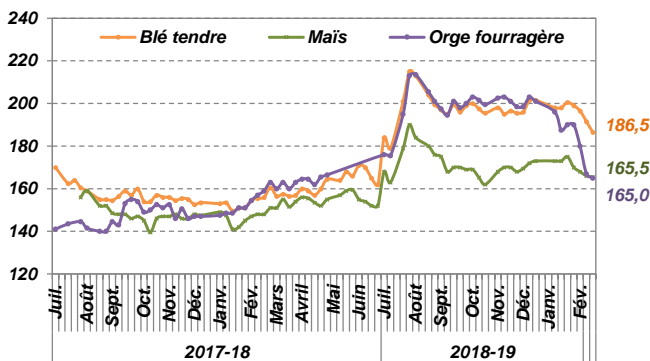
*En lait de vache, la collecte ligérienne recule, les prix connaissent une légère progression. Ils se maintiennent en lait de chèvre malgré des fluctuations de stocks. En viande bovine, le marché donne globalement des signes encourageants (à l'incertitude du Brexit près). En production ovine, la filière craint les effets ante Brexit. Le marché du porc a connu une baisse importante des prix en 2018. Des espoirs sont fondés sur la reprise des importations chinoises en 2019, cependant dans un contexte de crainte de la fièvre porcine africaine. Enfin, les abattages régionaux de poulet reculent depuis la fermeture de l'abattoir de Chantonay.*

*Dans le domaine du végétal spécialisé, les cours se maintiennent en arboriculture. La reprise s'est confirmée en horticulture et pépinière ornementale en 2018, elle a cependant été perturbée par le climat et le contexte social. Le secteur des cultures légumières doit intégrer de nouvelles pratiques culturales et leurs conséquences. En viticulture, la commercialisation du millésime 2018, qualifié d'exceptionnel, commence.*

### Grandes cultures : pression sur les prix

#### Céréales : une offre russe trop lente à se raréfier et des cours qui baissent

Cotations des céréales à la Pallice (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.  
PEP Chambre d'agriculture des Pays de la Loire Source : La Dépêche

Les surfaces ligériennes de grandes cultures pour la récolte 2019, suivent la même tendance que les surfaces nationales. La progression des surfaces de céréales d'hiver (+27 000 ha) est marquée, alors que la sole de colza régresse de 11 200 ha, par suite de la sécheresse estivale.

Depuis notre dernière publication, la production mondiale de blé en 2018 a été réévaluée de 8 Mt. Elle s'établirait à 737 Mt, son plus faible niveau depuis 3 ans. La Russie a dominé le marché export pendant

toute la première partie de campagne. Avec des volumes moindres, elle est encore restée très présente en janvier, retardant la montée en charge des autres acteurs, Etats-Unis et UE notamment, sur la scène internationale. Cela a provoqué une baisse prononcée des cours américains et européens qui sont désormais compétitifs face au cours russes en hausse. Cependant la préoccupation vient de la demande. A cette période de l'année, nos pays clients d'Afrique du Nord abordent la fin de campagne, période où traditionnellement leurs achats s'essoufflent.

Les ventes françaises de maïs sont difficiles tant la concurrence ukrainienne est active. Elles accuseraient une chute de 14 % sur la campagne. Entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 17 février, 15,5 Mt de maïs sont entrés dans l'UE, soit 43 % de plus qu'en 2017/18. L'Ukraine en a expédié 8,8 Mt soit plus du double que lors de la précédente campagne. Les prix ukrainiens ont encore récemment baissé après l'annonce de surfaces prévues en hausse en 2019. L'arrivée prochaine de l'abondante récolte argentine sur le marché constituera un nouvel élément de pression sur les cours.

En orge, malgré l'offre internationale limitée les cours ont sensiblement baissé. Les acheteurs traditionnels que sont la Chine et l'Arabie-Saoudite ont réduit leur demande. Par ailleurs, l'écart de prix avec le maïs est resté longtemps trop important pour stimuler l'achat par les fabricants d'aliments du bétail. Enfin, avec la

hausse des surfaces et les conditions de cultures satisfaisantes, les perspectives de récolte sont bonnes.

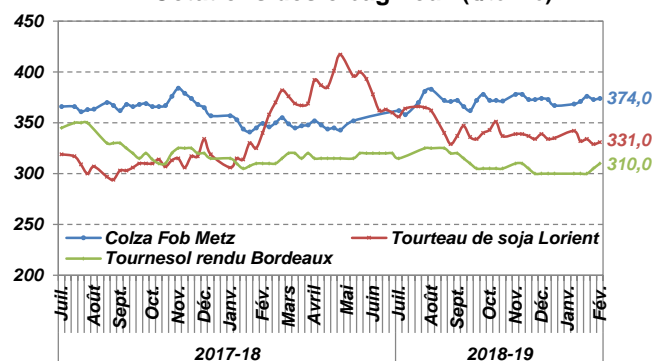
### Oléagineux : contexte baissier

Les cours du colza restent sous la pression des stocks de canola au Canada et de la diminution de la demande saisonnière de biodiesel. A cela s'ajoute la diminution des cours de l'huile de palme dans un contexte où une reprise des achats chinois de soja conduirait à un repli des achats d'huile de palme.

Le bilan américain du soja demeure toujours lourd. Les stocks sont élevés et les exportations insuffisantes à soutenir le marché. Les achats chinois font toujours défaut en attendant la concrétisation des promesses, qui pourrait être mise à mal par l'expansion de l'épidémie de fièvre porcine. Le recul de la récolte brésilienne de soja ne parvient pas à alléger de façon significative le bilan mondial. Selon l'USDA, la surface

de soja implantée en 2019/20 devrait se limiter à 85 Mha, en baisse de 5 % par rapport à la précédente campagne.

### Cotations des oléagineux (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.  
PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire Source : La Dépêche

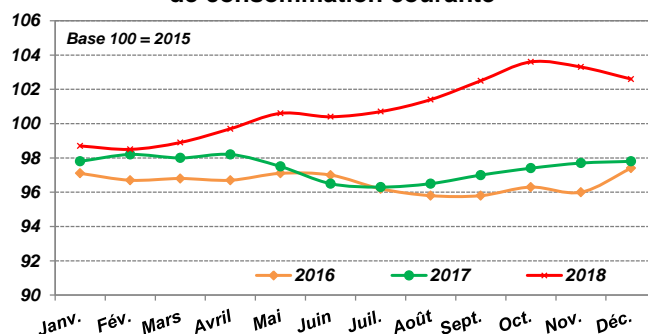
## Intrants : hausse des prix de 3,6 % entre 2017 et 2018

Après deux années de relative stabilité, le prix des intrants (mesuré par l'IPAMPA pour les biens et services de consommation courante) a nettement progressé depuis le début de l'année 2018. En moyenne annuelle, il a dépassé de 3,6 % son niveau de 2017. En cause : essentiellement l'augmentation du prix de l'énergie et des lubrifiants (+14 %), et dans une moindre mesure celle du prix des engrais et amendements (+4,7 %) et des aliments pour animaux (+2,2 %).

Au sein du poste énergie, le prix du gazole non routier (qui représente un peu plus de la moitié du poste « énergie et lubrifiants » de l'IPAMPA), est en hausse depuis octobre 2016, et dépasse en décembre 2018 de 21 % son niveau de l'année précédente.

Le prix des semences et celui des produits de protection des cultures connaissent quant à eux une quasi stabilité (+0,4 %).

### Evolution indicielle du prix des biens de consommation courante

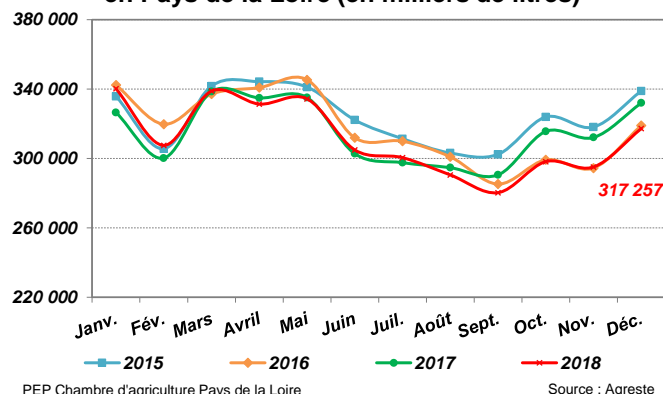


PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : INSEE

## Lait de vache : collecte ralentie

### Evolution mensuelle de la livraison de lait en Pays de la Loire (en milliers de litres)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste

Sur l'année 2018, les livraisons laitières régionales ont fléchi de 1,1 % par rapport à 2017, par suite de la

sècheresse automnale qui a affecté la collecte de fin d'année.

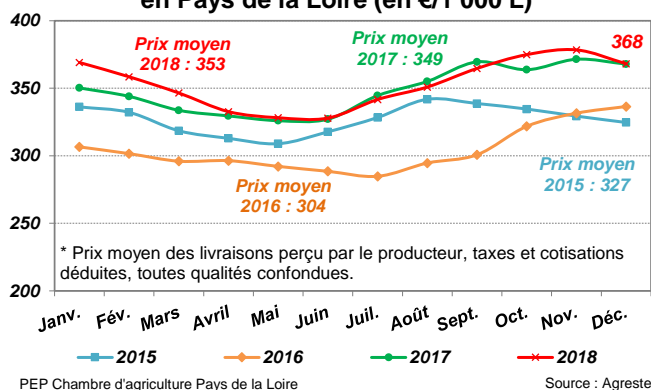
A l'échelle nationale, la collecte s'est également réduite au dernier trimestre, et les volumes annuels sont stables par rapport à 2017 et à 2016. En Europe, la production progresserait de l'ordre de 0,9 % sur l'année 2018.

Début 2019, la collecte de l'UE est affectée par la réduction des cheptels allemand et néerlandais, mais également par les disponibilités fourragères limitées dans plusieurs pays (recul de 1 % de la collecte en janvier). Chez les principaux exportateurs mondiaux, la progression des livraisons tend à ralentir (baisse du cheptel aux Etats-Unis, et révision à la baisse des prix en Nouvelle-Zélande).

Côté production biologique, l'année 2018 a été marquée par une forte progression des volumes tant

au plan national que régional (+25 %). Le lait bio représente aujourd'hui 4,6 % des livraisons régionales, contre 3,6 % l'année précédente.

### Evolution mensuelle du prix\* du lait en Pays de la Loire (en €/1 000 L)

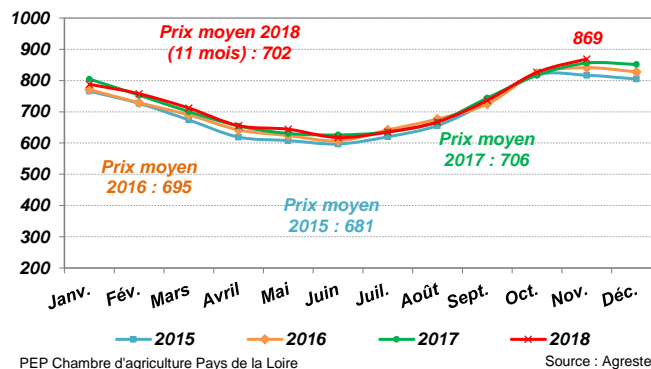


Le prix moyen payé aux producteurs en Pays de la Loire est en progression de 1,4 % sur l'année civile. Il s'établit à 353 €/1 000 litres en moyenne sur 2018, contre 349 € en 2017 et 304 € en 2016. Le prix du lait bio s'est par contre légèrement tassé, passant de 469 à 464 €/1 000 litres.

Les prix en 2018 ont été soutenus par le bon niveau qualitatif du lait en fin d'année et par l'amélioration du prix de la poudre maigre sur le marché international. L'Union européenne a en effet pu résorber quasi intégralement ses stocks d'intervention à la fin janvier 2019, grâce à une demande internationale plus vive. Les stocks ont été ramenés à moins de 3 000 tonnes, contre 377 000 tonnes un an avant. A l'inverse, le prix du beurre a fléchi sur la fin de l'année 2017 car les disponibilités mondiales sont redevenues plus abondantes.

### Lait de chèvre : après avoir frôlé le trop plein, l'année 2018 s'est conclue par un net repli des stocks

### Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Pays de la Loire (€/1 000 L)



Avec une hausse de la collecte française et des importations record au premier semestre 2018, on s'attendait à passer en situation de surstock, annonçant des baisses de prix pour les éleveurs. In fine, c'est un tout autre scénario qui s'est produit.

La crise caprine de 2012/13 a laissé des traces et c'est seulement en 2018 que la collecte a été relancée, avec un cheptel en hausse. Cette reprise s'est avérée moins forte que prévu, à cause de la sécheresse estivale : +2,6 % /2017 en France ; +4,4 % en Pays de la Loire. Mais parallèlement, les importations n'ont pas fléchi, bien au contraire. Suite à leur forte progression en

2017 (+22 % /2016), elles se sont encore renforcées jusqu'en juillet 2018. Ainsi, les disponibilités pour les industriels ont largement augmenté et sont venues conforter les stocks. La situation est alors devenue préoccupante. Mais retournement de situation depuis août : la forte baisse de la collecte espagnole (abattages massifs pour lutter contre la tuberculose en Andalousie) a impacté les importations françaises. En définitive, en 2018, les importations se sont maintenues. Ainsi, les disponibilités des industriels ont progressé de 3,7 % en 2018. Les fabrications ont été dynamiques : malgré un marché quasi mature en fromages (+0,67 % /2017), les autres segments de produits progressent fortement (+2,5 % pour le lait conditionné, +13 % pour les yaourts). La consommation des ménages augmente peu sur les fromages mais les exportations sont en net développement depuis quelques années. Les achats de produits caprins bio poursuivent leur croissance (+4 % /2017 - achats en libre-service des GMS).

L'année s'est alors terminée avec des stocks en dessous du niveau d'équilibre. Les prix en élevage ont été stables mais les charges se sont accrues (+2,6 % sur onze mois 2018). Début 2019, la collecte française risque d'être impactée par des stocks fourragers moindres en quantité et qualité. Et les importations devraient rester peu dynamiques.

### Viande bovine : vers un allègement du marché

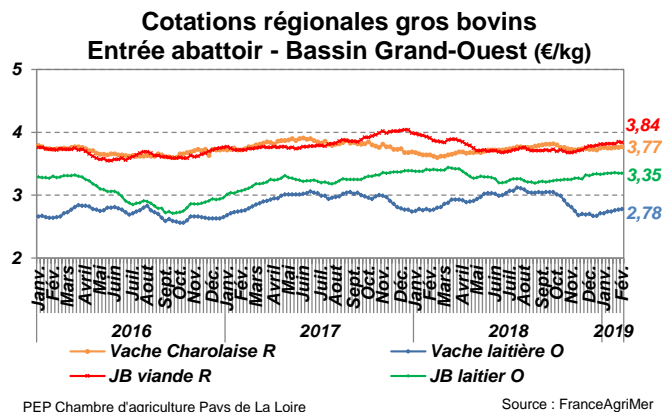
Les abattages de jeunes bovins encore importants en fin d'année dernière, tant au niveau national que régional, ralentissent depuis la fin du mois de janvier. L'afflux de réformes laitières à la fin de l'été dernier avait engorgé le marché national et causé à la fois le retard des sorties boucheries de jeunes bovins et leur alourdissement dans un contexte de marché déjà alourdi. Début février, la hausse des abattages nationaux de jeunes bovins n'est plus que de 1 % par rapport à l'année dernière. La production de jeunes

bovins laitiers poursuit par contre son déclin déjà entamé depuis plusieurs années. L'allègement du marché français et la réduction de l'offre de jeunes bovins en Europe soutient les prix. La cotation du JB U a gagné 3 centimes sur les six premières semaines de l'année à 4,02 €/kg (-2% /2018 mais +3 % /2017). La cotation du JB R progresse de façon similaire sur le début de l'année (3 centimes) à 3,84 €/kg (-0,8 % /2018 mais +3 % /2017).

Les disponibilités de réformes laitières sont plus limitées en raison des sorties anticipées au cours de l'automne 2018. Les abattages de réformes allaitantes semblent se stabiliser au niveau national (+1 % par rapport janvier 2018). En Pays de la Loire, ils étaient encore en hausse de 7 % en décembre (par rapport à décembre 2017) mais en baisse de 4 % par rapport à novembre 2018. La conjoncture laitière plus favorable devrait limiter les réformes laitières, à l'incertitude du Brexit près. Les cours des femelles progressent légèrement depuis le début de l'année. La cotation de la vache Charolaise U progresse de 4 centimes à 4,11 €/kg (+4 % /2018 et stable /2017). La hausse de la vache R est plus limitée, +1 centime à 3,77 €/kg (+4 % /2018 et +1 % /2017).

En cumul sur les onze premiers mois de 2018, la consommation de viande bovine calculée par bilan a progressé de 2 % en France. Cette évolution diverge de celle des achats des ménages en GMS et en boucherie et qui ne prennent pas en compte la viande bovine incorporée dans les plats préparés, ni celle consommée en RHD. La consommation des ménages recule en effet de 3 % en 2018, seule la viande hachée fraîche résiste tout juste (+0,4 %). S'agissant des échanges, les exportations françaises ont progressé en

2018 (+1 %) mais les importations également (+4 %). Sur le marché du maigre, les cours se maintiennent à des niveaux élevés, l'offre étant limitée face à une demande ferme notamment à l'export. Dans la continuité de la fin de l'année 2018, les prix des veaux de boucherie se dégradent en ce début 2019 en raison des difficultés du marché à s'équilibrer face au dynamisme des productions françaises et néerlandaises.



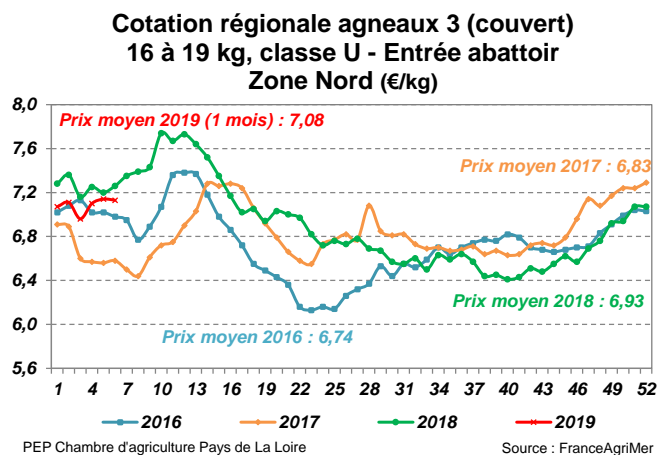
## Viande ovine : se préparer à un avant Brexit

En 2018, l'élevage ovin français a confirmé ses tendances d'évolution des années antérieures, à savoir à nouveau une baisse du cheptel de brebis allaitantes (probablement moins qu'en 2017), entraînant une baisse des abattages d'agneaux malgré la chute des exportations. La production française de viande ovine se stabilise grâce aux nombreux abattages de brebis. La part de viande française dans la consommation se maintient à 44 %.

Les achats des ménages sont en nette diminution selon les panélistes (-6 %) mais par la méthode des bilans, l'Idèle situe la baisse globale de viande ovine consommée en 2017 autour de 1 %, constatant parallèlement une baisse de 20 % des exportations en vif. Les producteurs ont dû se satisfaire pour 2018 d'une hausse moyenne de prix de 1,4 % pour les agneaux et nulle pour les brebis.

Les cours de l'agneau peinent à se maintenir dans cette période de l'année traditionnellement difficile pour la filière, et où cette année l'incertitude du Brexit plane. A l'approche du 29 mars, il n'est pas impossible que les agneaux britanniques soient trop vite expédiés de leur île pour éviter d'hypothétiques blocages de frontières, nouveaux droits de douanes ou dépréciations monétaires. Et comme les fêtes de Pâques arriveront bien après cette échéance, une déstabilisation du marché français est possible. Ensuite, nul ne paraît en mesure de dire comment s'équilibreront les marchés à Pâques. En fait c'est aussi le poids de toutes ces incertitudes sur certains acteurs de la filière qui

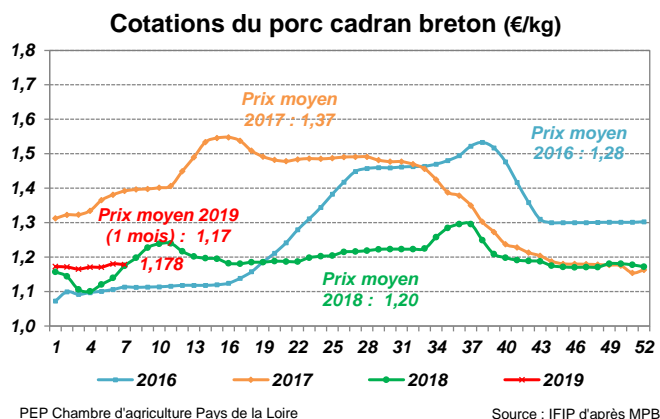
pourrait troubler leurs comportements et perturber les approvisionnements. Les enjeux ne sont pas minces à l'échelle de la filière : en 2017, pour environ 80 milliers de tonnes d'ovins produites en France, près de 90 ont été importées, dont 40 en provenance du Royaume-Uni (et 20 en provenance d'Irlande).



Heureusement, tout cela semble appelé à se dérouler dans un contexte globalement favorable, avec une remontée probable du pouvoir d'achat en France, une production européenne qui peine à se maintenir, des disponibilités en agneaux britanniques attendues en baisse, et avec la captation par la Chine d'une part de plus en plus importante d'une production néo-zélandaise en repli.



## Viande porcine : une filière française dans l'expectative



L'année 2018 aura été marquante à plus d'un titre et se conclut par un prix payé au producteur particulièrement en recul alors que le prix de l'aliment s'est renchéri.

La production mondiale en hausse et la concurrence effrénée à l'export ont impacté à la baisse les prix à la production et ceux des produits exportés. Et ce n'est pas la consommation des ménages en repli qui aurait pu inverser la tendance. Ainsi, le prix de marché moyen en France s'est établi à 1,196 € / kg en 2018, en retrait de plus de 12 % comparé à 2017. Et les exportations bien qu'en légère hausse en volume (+0,3 % pour l'UE) se sont fortement dégradées en valeur.

La consommation française des ménages est en retrait continu depuis plusieurs années. Et 2018 n'a pas dérogeé à cette tendance : -4,1 % pour le porc frais, -3,3 % pour la charcuterie. Toutefois, la baisse de consommation ne serait pas si forte. La consommation

par bilan (nombre d'abattages auxquels on ajoute l'import et soustrait l'export) révélerait même tout autre chose. Ce qui signifierait que la consommation hors domicile serait en croissance ainsi que celle des viandes ingrédients de plats préparés, deux secteurs convoités par les importations.

L'année 2018 a vu également l'apparition de la FPA (Fièvre Porcine Africaine) en Chine en août et plus préoccupant en Belgique en septembre. Elle apparaît comme une aubaine pour les pays exportateurs et indemnes du virus. A contrario, c'est un coup dur pour le pays touché par la maladie, un désastre pour les éleveurs et pour l'export.

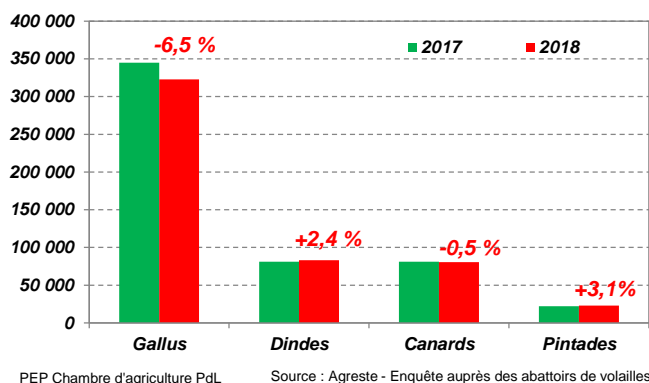
En ce début d'année 2019, le marché de la viande de porc est largement approvisionné et la demande en berne. La pression sur les prix reste forte. Pour le moment la Chine, prise dans la tourmente de la FPA, abat massivement et approvisionne suffisamment son marché. Dans quelques mois, elle devrait avoir recours aux importations apportant un bol d'air à l'UE et une perspective de hausse de prix. Depuis mi-2018, la production française est en repli (légère hausse sur l'année 2018) et ce recul se poursuit début 2019 (activité Uniporc ouest : -1 % sur les cinq premières semaines 2019). L'arrivée de la FPA à la frontière franco-belge début janvier préoccupe fortement la filière française qui met tout en œuvre pour que le virus n'arrive pas en France. Un seul cas détecté et tout le commerce avec l'Asie serait anéanti, ces pays n'appliquant pas le principe de régionalisation.

Ainsi débute cette nouvelle année, pleine d'espoir avec les importations chinoises attendues prochainement en forte hausse mais aussi pleine de crainte si la FPA franchit la frontière française.

## Volailles : quelques signes d'amélioration de la compétitivité française malgré un déficit commercial qui se creuse

Selon FranceAgriMer, la production nationale de volaille serait la plus élevée depuis 2004, portée par la hausse de 5,1 % de la production de poulet et par la reprise de la production de canard.

**Abattages de volailles en Pays de la Loire (en tonnes)**



En Pays de la Loire, les abattages de volailles reculent de 4 % par suite de l'arrêt de la production de poulets

export dans la région. En poulets standard et Label Rouge, ils augmentent légèrement (+1,5 %). L'activité est stable en canard tandis qu'elle est plus dynamique qu'en 2017 en dinde et en pintade.

L'actualité des entreprises, est marquée par la cession prochaine de l'entreprise mayennaise Rémi Ramon, au groupe LDC, sous réserve de l'accord de l'autorité de la concurrence. Cette nouvelle acquisition, après celles opérées en Vendée en 2018 (entreprises Favreau, Couthuis et Péridy) et la reprise partielle de Doux, conforterait la croissance de LDC sur un marché français porteur.

Alors que les achats des ménages ont de nouveau reculé (-1,4 %), confirmant la tendance en place depuis 2013, la consommation calculée par bilan serait en hausse sensible (+7 %) indiquant le dynamisme des ventes de volaille dans la restauration hors domicile et l'industrie de transformation. Le niveau de la hausse est toutefois à considérer avec prudence en l'absence de données sur les stocks en 2018.

Le solde commercial continue de se creuser. Les exportations se replient de 3 % avec une chute vers les pays tiers (-15 %), liée notamment à la baisse des ventes de poulet au Moyen-Orient. En revanche, vers l'UE, la progression de 10 % des volumes exportés est un signe encourageant même si ces exportations ne représentent qu'à peine 50 % des importations. Les importations progressent (+4 %), particulièrement en poulet de l'UE (Pologne, Belgique, Espagne) mais aussi en provenance des pays tiers. Délaissant le Brésil

pour des raisons sanitaires, les achats se reportent sur les produits thaïlandais et ukrainiens. Au niveau européen, les importations d'Ukraine, en hausse de 54 %, atteignent des volumes significatifs (123 200 tonnes en 2018 soit 15 % des importations de l'UE). Autre signe positif, le ratio importations/consommation de poulet s'afficherait, selon FranceAgriMer, à 40,9 % en 2018, en légère baisse par rapport à 2017.

## Arboriculture : des cours relativement maintenus mais une activité réduite

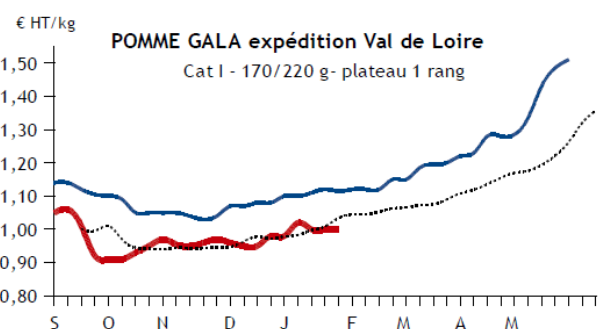
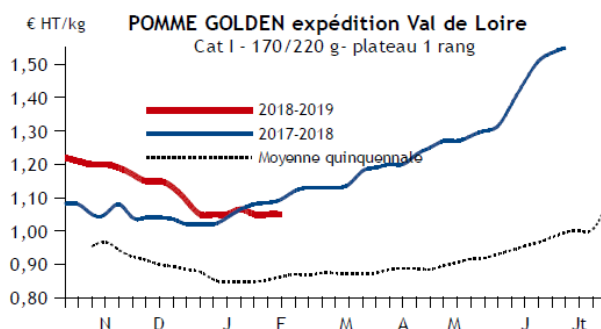
En fin d'année, les prévisions de récolte de pommes pour 2018 ont été revues à la baisse, par suite des effets combinés de la sécheresse et de la canicule sur les calibres. La production française serait ainsi en retrait de 4 % par rapport à l'année précédente (et de 10 % par rapport à la moyenne 2013/17). La production régionale enregistrerait quant à elle une baisse de 3 % par rapport à l'année précédente (et de 9 % sur cinq ans).

Au niveau commercial, les ventes de pommes en décembre et janvier ont été concurrencées par la forte présence des agrumes. Les besoins en variétés standards, type Golden, Gala, Granny et Rouge Américaine ont diminué sur le marché intérieur. Sur l'ensemble de l'année 2018, les achats des ménages auraient reculé de 4 % par rapport à 2017 selon FranceAgriMer.

Depuis le début de la campagne, le cours mensuel moyen de la variété Gala calibre 170/220 g est inférieur de l'ordre de 12 % à celui de 2018, et de 2 % à la moyenne quinquennale. La Golden a par contre bénéficié d'une bonne demande et de prix soutenus en première partie de campagne. Malgré le fléchissement observé en janvier-février, son prix reste nettement supérieur à la moyenne quinquennale. Les variétés de terroir (Reine des Reinettes, Canada, Belchard, Chantecler, Boskoop...) ont également été porteuses de valeur.

Les pommes « club », type Pink Lady, Honey Crunch et Jazz, bénéficient d'une bonne activité, essentiellement grâce à l'export, qui est dynamique vers les pays tiers, mais beaucoup plus morose vers l'Europe (concurrence Italie et Pologne). Les prix à l'expédition sont, toutes variétés confondues, globalement proches de l'an passé (à 1 ou 2 centimes

près).



Source : RNM - FranceAgriMer

En poire, le marché est laborieux. La demande à destination des collectivités a décliné durant les fêtes de fin d'année. En Conférence, les cours se maintiennent, malgré une demande peu présente. En Comice, la pression de l'offre est plus importante, avec la concurrence belge et hollandaise. Les écarts de prix sont importants selon la qualité.

Les cours sont globalement proches de ceux de 2017, et supérieurs à la moyenne des cinq dernières années.

## Horticulture et pépinières : un redémarrage en 2018 mais des points de vigilance

Après une année 2017 plus propice au secteur horticole, le redémarrage de l'activité s'est confirmé en 2018.

Le printemps 2018 a débuté tardivement mais les achats ont été dynamiques et la saison a été bonne. L'automne s'est avéré peu actif avec un début de période à peine enclin à l'achat tant le climat estival a perduré prolongeant la floraison des plantes annuelles. Et la fin de saison a été quelque peu perturbée par le

contexte social que connaît la France depuis mi-novembre. Des baisses de fréquentation des jardinerias ont été relevées. L'activité paysage/collectivités s'est quant à elle bien tenue, attestant de la reprise dans le secteur. Le bilan 2018 est correct confortant les entreprises dans leurs décisions d'investir. Les investissements portent sur la modernisation avec le renouvellement des serres, l'automatisation des tâches pour diminuer la pénibilité

et pallier les difficultés de recrutement de main d'œuvre.

Le regain d'intérêt pour le végétal, notamment de la part des plus jeunes, la reprise du végétal en ville sont indiscutables. De plus, l'attrait plus marqué du consommateur pour l'achat français favorise l'approvisionnement local. Face à ce tableau plus florissant, quelques points de prudence sont toutefois à relever. Tout d'abord, les regroupements de distributeurs dans la jardinerie préoccupent les

producteurs tant la pression sur les prix se renforce. Et depuis mi-novembre 2018, les mouvements sociaux en France affectent les ventes de produits d'horticulture et de pépinière.

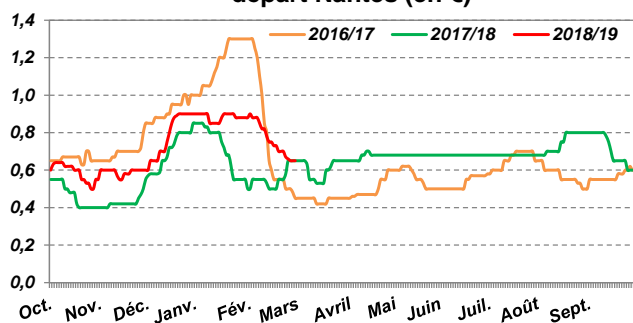
L'année 2019 démarre dans ce contexte à la fois porteur sur le végétal mais contrecarré par la pression des distributeurs et le climat social. L'incertitude est donc de mise. Le printemps approche, les mois qui vont suivre seront déterminants.

## Légumes : évolution de la réglementation phytosanitaire

L'année 2019 marque un tournant pour les maraîchers producteurs de radis, plants de poireau, mâche ou autres salades, avec l'interdiction définitive de l'usage du métham-sodium, dés herbant et désinfectant des sols encore très utilisé en cultures plein champ. Les solutions alternatives, pour le moment sont moins chimiques, mais plus physiques, plus agronomiques ou peut-être plus biologiques. Et surtout, ces remèdes sont plus coûteux à appliquer, demandent des investissements, et perturbent les plans de production. Moins efficaces, ils ne pourront sans doute pas éviter une dégradation des qualités produites dans les années à venir. Certains producteurs se sont déjà déterminés pour de nouvelles méthodes de lutte, mais d'autres temporisent encore et envisagent des changements plus radicaux, avec désintensification du plein champ, allant parfois jusqu'au passage à l'agriculture biologique. La hausse des coûts de production avancée par certains à 0,40 € par kg de mâche en moyenne, n'est sans doute pas aussi homogène.

Les traitements d'automne agissent encore et l'offre en mâche a été cet hiver proche de la normale, malgré, certaines semaines, le manque de lumière et à nouveau des problèmes de dépérissement. Bien que meilleurs qu'en 2019, les prix de la mâche ne sont pas enthousiasmants. En radis, le pic de prix élevés est au niveau de 2018 et a été atteint très tôt dès début décembre. C'est nécessaire car si la demande est de moins en moins saisonnière, les coûts de production le restent. Mais pour la mâche et les jeunes salades, une part de plus en plus grande de la production est contractualisée. Les producteurs auront besoin de renégocier avec les acheteurs pour intégrer les surcoûts, et peut-être repreciser les normes de qualité. Le risque de perdre des contrats (et des marchés) et donc des capacités de production pour le bassin est bien réel et compris des producteurs. Les enjeux pour le radis sont moindres et plus en lien avec la qualité (parasitisme) et le scénario des prochains mois, dépendra également un peu de l'évolution de la production de mâche. Pour les poireaux, la menace de délocalisation des opérations de semis pourrait s'accroître.

Evolution du prix de la barquette de 150 g de mâche verte (barquette thermo-scellée) départ Nantes (en €)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : RNM

Sinon la bonne tenue des cours du poireau en 2018 se confirme début 2019, à cause d'une offre limitée par la faiblesse des rendements en 2018. La laitue d'hiver a retrouvé ses records de prix de début 2017 sur le « tout nouveau » MIN de Nantes, la production française (surtout dans le sud-est) étant signalée en forte baisse. Echalotes et échalions sont également très recherchés après l'annonce de débouchés prometteurs en Chine.

Les cultures sous serres, tomates et concombres, ne seront pas perturbées par les nouvelles interdictions et il y a encore pour elles une trêve hivernale. Les premières mises en marché de la saison 2019 viennent juste d'avoir lieu.

## Viticulture : vendre au mieux le cru 2018, un vrai challenge

La récolte 2018 a tenu ses promesses sur les volumes. Toutes les appellations ont des quantités importantes à commercialiser dans les mois qui viennent et souvent des stocks supplémentaires pour sécuriser les années à venir. Il n'y a pas de problème de qualité bien au contraire : le cru rappelle aux anciens les meilleures années du siècle passé.

L'essai sera transformé quand les vins se seront bien vendus. Cela commence bien pour les vins SIG (vins de France, sans autre indication géographique) : à fin janvier, sur six mois, les prix nationaux, toutes couleurs et tous millésimes confondus sont enregistrés en hausse de 6 %, avec 8 % de plus pour le millésime 2018 (79,13 €/hl). Dans le bassin de la Loire, les

ventes à mi-campagne (d'août à fin janvier) sont également en forte hausse.

L'activité commerciale a été importante également pour les vins IGP du vignoble de la Loire, surtout en blanc où la base de comparaison (2017) est faible. Les prix se maintiennent plus difficilement, ceux du chardonnay (-4 %) mieux que ceux du sauvignon (-15 %), les deux cépages faisant ensemble 73 % des ventes de cette catégorie.

Pour les vins d'appellation des Pays de la Loire, les bilans à six mois des ventes au négoce sont plus mitigés. Les ventes de muscadet se sont encore accrues (+4 %) mais les prix se sont à nouveau dégradés ces dernières semaines. Dans l'attente de la mise en marché du cru 2018 en « sur lie », et du dénouement du Brexit, les acheteurs se font plus rares. On espère qu'ensuite, l'amélioration de l'image de l'appellation constatée cet hiver les ramènera à l'achat. C'est aussi difficile pour le gros plant (où le recul des ventes est très fort avant les « sur lie » 2018), et même pour les autres blancs d'Anjou.

Les ventes de rosés connaissent à nouveau une belle hausse des volumes, avec des prix reconduits ou presque. La demande a sans doute été encouragée par

le temps estival de l'automne. Les prix se sont presque maintenus aussi pour les rouges mais les volumes ont nettement baissé. Prix maintenus également pour les fines bulles, mais avec croissance des volumes sortis en crémant mais diminution en Saumur.

Trois vins ont fait l'essentiel du chiffre d'affaire à l'export de la région en 2018 : le crémant de Loire (38 millions d'euros), le muscadet (17) et les rosés et cabernets d'Anjou (15). Ils dépendent du marché britannique pour respectivement 3,9 millions d'euros (crémant), 3,7 millions (muscadet) et 1,3 million (rosés). Seul le crémant y a augmenté son chiffre d'affaire sur 2017. Les ventes de muscadet y étaient en chute libre (-42 % de volume). Des relais de croissance ont été trouvés aux Etats-Unis (3,6 millions d'euros) et au Canada (2,9 millions d'euros), à des prix unitaires nettement plus intéressants. Le muscadet est même le vin de Loire le plus vendu au Canada (+4 %), pourtant c'est l'appellation saucerre qui y fait le plus gros chiffre d'affaire.

La dépendance de nos vins au marché britannique a déjà été nettement réduite. Face au Brexit, on devrait donc pouvoir rester serein, et continuer d'explorer de nouveaux marchés.



Avec la contribution financière  
du compte d'affectation spéciale  
«développement agricole et rural»



#### Contacts Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU Tél. 02 41 18 60 60  
Christine GOSCIANSKI Tél. 02 41 18 60 57  
Gilles LE MAIGNAN Tél. 02 53 46 61 70  
Eliane MORET Tél. 02 43 67 37 09  
Pascale LABZAE Tél. 02 43 29 24 28

Mail : [pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr](mailto:pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr) (Angers – La R/Y)  
Mail : [christine.goscianski@pl.chambagri.fr](mailto:christine.goscianski@pl.chambagri.fr) (Angers)  
Mail : [gilles.lemaignan@pl.chambagri.fr](mailto:gilles.lemaignan@pl.chambagri.fr) (Nantes)  
Mail : [eliane.moret@pl.chambagri.fr](mailto:eliane.moret@pl.chambagri.fr) (Laval)  
Mail : [pascale.labzae@pl.chambagri.fr](mailto:pascale.labzae@pl.chambagri.fr) (Le Mans)